

DOCUMENT

Pierre Bourdieu (*réponses retranscrites par Lucien Braun*)

Réponses "improvisées" aux Presses Universitaires de Strasbourg

Regards Sociologiques, n°47, 2014, pp.

Réponses (improvisées) de Pierre Bourdieu à des questions relatives aux Presses d'Université (à l'occasion des 80 ans des Presses universitaires de Strasbourg).

1. Lucien Braun : Vu leur spécificité, les Presses Universitaires ont du mal à se défendre dans le champ de l'édition : faible tirage, ouvrages, collectif, non rentabilité...

La question des publications universitaires est peut-être la question majeure s'agissant d'affirmer l'*autonomie de l'Université*. Pour qu'il y ait des publications universitaires, il faut une université autonome et pour qu'il y ait une université autonome, il faut des publications universitaires. Or, ce qui est en péril aujourd'hui c'est l'autonomie. L'indifférence des pouvoirs publics à l'égard des éditions universitaires (dont la France n'est pas la seule victime) manifeste une indifférence à l'égard de ce qui est incarné par l'autonomie universitaire.

L'autonomie, c'est bien sûr l'autonomie à l'égard des pouvoirs économiques, à l'égard des pouvoirs publics aussi – les pouvoirs publics étant, dans le cas particulier, une des conditions de l'autonomie à l'égard des pouvoirs économiques. Ce qui fait que lorsque les pouvoirs publics se retirent, l'institution autonome – que ce soit les universités ou les éditions universitaires – se trouve confrontée directement avec le marché. Or, le marché, pour ce qui est des publications que produisent les universités, n'est pas très compréhensif à l'égard des spécificités universitaires. Et pour cause.

L'on sait que des éditeurs privés sont allés se plaindre auprès des pouvoirs publics de l'aide que les pouvoirs publics accordent à l'édition universitaire – ce qui serait une atteinte à la règle de la concurrence. Je trouve cela très significatif. Les éditeurs privés ne se pressent pas en foule pour publier les travaux les plus érudits des savants français. Ils veulent bien publier un certain nombre de personnes connues en laissant à l'édition universitaire les moins connues, c'est-à-dire pour eux les moins intéressantes. Cette situation est révélatrice d'une difficulté profonde qui concerne les publications de recherche, mais, en rencontrant plus haut, la recherche elle-même.

Vous avez fait allusion aux *publications collectives*. Il est vrai qu'un certain nombre de recherches, dans des domaines très différents (pensez à l'archéologie, etc.) ne peuvent se concevoir autrement que collectives. Les collectifs de production se retrouvent plus ou moins dans le collectif des signataires. Or, là aussi les éditions soumises aux lois du marché n'aiment pas les collectifs pour la raison très simple que cela se vend mal ; les éditeurs privés veulent des produits qui se vendent et qu'un produit qui se vend est en général produit par quelqu'un qui est vendable, qui est connu, donc qui est produit par un nom propre.

[long passage sur les éditions universitaires américaines...]

On peut raisonner *in abstracto* en posant des questions de politique universitaire en général. Mais on peut aussi poser des *questions de principe*. Aujourd'hui, concrètement, les universités françaises devraient se mobiliser pour défendre l'autonomie, évidemment des universités, mais peut-être en vérité l'autonomie des presses universitaires. Cela dit, je veux pouvoir parler avec le réalisme des sociologues – qui connaissent la réalité un peu mieux et donc semblent plus pessimistes. Je pense que pour des raisons que la sociologie permet de comprendre, les universitaires n'ont pas conscience des périls dans lesquels est passée l'université. Les périls que courent aujourd'hui les universités du fait de cette tendance à la commercialisation de toutes choses – à la *marchandisation*. Monsieur Messier achète des produits de toutes sortes pour les mettre dans ses tuyaux (de l'eau, du gaz, des dictionnaires, des encyclopédies, etc.). Il en remplit ses canaux, mais, comme pour l'eau, c'est payant à la sortie. Cela veut dire – et c'est au sociologue de le dire – que l'autonomie de l'université est en péril, et l'une des manifestations du péril c'est précisément l'édition universitaire.

Ce qui est en question ce sont les franchises universitaires à l'égard de l'argent, à l'égard des forces économiques. Parmi les conditions de l'autonomie, il y a l'aide étatique. Si l'aide étatique se retire, la plupart des choses auxquelles nous tenons – la culture, la science, etc. – sont en péril, car elles ont comme condition d'existence l'autonomie. Les exemples ne manquent pas...

La question de l'édition est en fait un condensé révélateur de problèmes. En effet, les presses universitaires parviennent à produire quantité d'ouvrages, mais elles redeviennent totalement esclaves du marché dès qu'il est question de *diffusion*. J'ai suivi l'évolution des presses d'université avec beaucoup d'intérêt – c'est ce que j'appelle la réalpolitique de la raison. On ne peut pas défendre la raison, si on n'a pas les conditions sociales et économiques du développement de la raison. Les éditions universitaires sont en péril parce qu'elles produisent des ouvrages remarquables, mais dès qu'elles veulent diffuser, elles tombent sous la dépendance de puissants groupes de diffusion qui, dans le meilleur des cas, les traitent avec un certain dédain [anecdote]. Ces grands groupes commencent à bouger à partir de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires à distribuer. Or, les presses d'université sont dans des modules tellement ridicules que... et pourtant la question de la diffusion est déterminante.

Tous les problèmes de la culture sont aujourd'hui dominés par l'*organisation de la diffusion*. L'exemple des tuyaux de Vivendi est significatif : ceux qui commandent les tuyaux sont aussi ceux qui commandent ce qui circule dans les tuyaux – ce peut être les canaux de la télévision, comme ce peut être la production éditoriale, comme ce peut être la diffusion des films, etc. Cet empire de la diffusion, c'est évidemment l'empire du commerce. Les diffuseurs ne connaissent que les grands nombres, les grands chiffres – c'est comme l'audimat pour les émissions télévisées. La censure de l'audimat consiste à faire croire que le plus grand nombre est le plus démocratique. Les productions les plus respectables sont soumises à la censure de l'audimat, et *in fine* de l'argent.

Il apparaît que la question de *coopératives de diffusion*, dans tous les domaines, est une des questions prioritaires du point de vue d'une politique universitaire.

2. Pierre Hartmann : *Comment sauver l'édition universitaire ?*

Il existe une Fédération des Presses universitaires – la Maison des sciences de l'homme, Grenoble, Strasbourg, etc. – pour essayer d'améliorer collectivement la diffusion des ouvrages que ces Presses publient. Soit. Mais cette diffusion fédérative demeure très faible. Un livre publié par ce genre de canal perd les neuf dixièmes de ses chances de diffusion. Il existe une plus grande chance de diffusion même chez un éditeur privé médiocre.

Ne conviendrait-il pas plutôt de constituer un *collectif de production* – collectif qui pourrait négocier en rapport de force avec un grand diffuseur commercial. Dans ce cas, il s'agirait de *choisir* le diffuseur – car ils sont inégalement puissants, inégalement cyniques, inégalement écrasants. Il faudrait savoir arbitrer ; il faudrait aussi que le collectif de production soit suffisamment soudé pour être conscient et lucide pour négocier.

Mais cela soulève un problème d'éducation quasiment économique et politique des universitaires. Les universitaires ne sont pas tellement préparés à cela. Ils sont habitués à une gestion individuelle de leur production. Ils n'ont pas l'idée de coopérative, de coopération. S'il y en a parmi vous qui sont sociologues, ils ont lu les écrits politiques de Marcel Mauss. Ce grand savant a passé un bon quart de sa vie à s'occuper de coopérative. À l'époque, cela n'était pas politiquement marqué. Les coopératives cherchaient à rendre rentables des choses qui ne le sont pas – cela pouvait concerner les retraites ouvrières, ou les assurances sur la vie, etc. C'était magnifique ! Ces personnes avaient une grande idée sur une foule de choses – que nous aurions grand intérêt à réactiver.

Existe-t-il une solution entre d'un côté le « *tout état* » (on va voir Monsieur Garden qui fait semblant de comprendre cet aspect, et on en revient désespéré comme avant), et de l'autre, le marché brutal de *l'édition privée* (on va voir Odile Jacob, prix d'Or, ou Gallimard, etc...) ? L'idée d'une coopérative des universitaires ? Coopérative ? cela fait XIX^e siècle, cela fait popu, etc. Cela ne fait pas chic ! Mais pour le moment on n'a pas trouvé mieux. Cela demanderait évidemment du dévouement. Mais les collègues en ont, ce n'est pas ce qui manque, sauf que souvent ils ne savent pas dans quelle direction organiser et diriger leur dévouement.

Voilà une piste. Mais peut-être est-il trop tard ? Quand je vois à quelle vitesse travaille Jean-Marie Messier, je pense qu'il conviendrait plutôt de passer à la logique de catacombe et préparer le 3^e millénaire !

Cela a l'air pessimiste, mais c'est très réaliste. S'il y a un groupe vers lequel on pourrait se tourner pour chercher des modèles, ce serait par exemple les *poètes* ! Cela fait maintenant 200 ans qu'ils vivent sans marché ; ils se sont organisés de manière tout à fait réfléchie. C'est un groupe de personnes qui font des investissements totaux dans des productions intellectuelles qui n'intéressent pratiquement qu'eux. Ils ressemblent par conséquent beaucoup à nous [les éditeurs universitaires]. Ce sont des personnes sans marché et qui ont tellement d'investissement, tellement de croyance dans ce qu'elles font qu'elles sont parvenues à se défendre sur le terrain des choses économiques.

On peut regarder aussi du côté du cinéma – car le cinéma subit de plein fouet la tyrannie du commercial. Des personnes se sont mises à réfléchir sur les nouvelles techniques de diffusion, etc. Si les syndicats étaient comme au temps de Marcel Mauss, je pense qu'on devrait pouvoir dire à un jeune chercheur : cher collègue, tu as fait une très belle thèse ; on a une coopérative de production, on t'aidera à publier et diffuser ta thèse... alors tu donneras une part de ton travail [pour faire vivre cette coopérative]... Il faut inventer de nouvelles façons de faire !